"La nouvelle crise ne se limite pas à Bujumbura", estime l'Union Européenne

@rib News, 11/05/2015 – Source Xinhua – Pour l'UE, les conditions pour des élections crédibles ne sont pas en place au Burundi (INTERVIEW) L'Union Européenne (UE) souhaite que les élections burundaises consolident les avancées enregistrées depuis la mise en oeuvre de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (AAPRB) signé en 2000 qui a mis fin à la guerre civile burundaise, selon l'ambassadeur Koen Vervoek, représentant spécial pour la Région des Grands Lacs. M. Vervoek a tenu ces propos dans une interview accordée lundi en marge de la réunion mensuelle du gouvernement burundais et de l'UE, à laquelle se sont joints les Etats-Unis et la Suisse.

À la question de savoir si l'UE se rallie à la position de l'Union Africaine (UA) selon laquelle les élections sont impossibles au Burundi en raison de la crise politique en cours, l'ambassadeur Koen a laissé entendre que pour l'UE, les conditions pour des élections crédibles ne sont en place. Il a invité le gouvernement burundais à "créer les conditions minimales pour les élections". "C'est encore possible. Toutefois, il n'y a plus beaucoup de temps. Et donc, il appartient au gouvernement burundais de prendre de telles mesures", a-t-il renchéri. Des mesures devraient être prises au niveau de l'encadrement politique des élections en faisant en sorte que le gouvernement burundais garantisse un processus électoral crédible, notamment les libertés d'association, de manifestation et de faire librement campagne sans aucune forme d'intimidation, a-t-il souligné. M. Koen a déclaré que la question du 3^e mandat du président Nkurunziza ne se pose pas en termes de retrait ou de maintien de cette candidature. "Pour nous, la question cruciale qui se pose est celle de savoir comment créer les conditions minimales pour les élections. Et si ça peut se faire avec un 3^e mandat accepté ou pas par la communauté burundaise à travers un large consensus national. Pour l'UE, le plus important est de se concentrer sur les élections". L'UE CONDAMNE TOUTES LES VIOLENCES M. Koen a déclaré que l'UE condamne les violences, d'où qu'elles viennent. Toutefois, a-t-il dit, l'UE considère que dans la gestion des actuelles manifestations liées à la contestation du 3^e mandat du chef d'Etat Pierre Nkurunziza, le gouvernement devrait garantir la possibilité de manifester pacifiquement. "La répression policière que nous avons vue peut contribuer à une réaction encore plus violente des manifestants. Donc, il faut, à nos yeux, créer l'espace pour des manifestations pacifiques, afin que les gens puissent exprimer leurs points de vue, y compris sur la question du 3^e mandat présidentiel du président Nkurunziza", a-t-il affirmé. L'UE, a-t-il poursuivi, a fait part à ses interlocuteurs burundais que l'usage disproportionné de la force par la police, observé dans la gestion des manifestations, est quelque chose à éviter. "Nous souhaitons que la gestion des manifestations se fasse plutôt d'une façon politique. Qu'on permette aux gens de s'exprimer librement, mais pacifiquement. Et je crois que c'est un engagement qui doit aussi venir de l'opposition ou de la société civile, car si les autorités burundaises ne permettent pas cet espace de libre expression, on risque d'avoir une confrontation plus aiguë", a-t-il dit. LA CRISE NE SE LIMITE PAS A BUJUMBURA D'après M. Koen, la nouvelle crise burundaise est loin d'être quelque chose qui se limite à quelques quartiers de Bujumbura. "Je crois que personne ne peut minimiser la crise que traverse le Burundi. Car c'est une crise qui touche aux fondements de la consolidation de la paix dans le pays. Des informations concordantes font état que le mouvement contestataire est en train d'avancer, au fur des jours, en dehors du périmètre de la mairie de Bujumbura et vers des coins reculés de Burundi profond. Cette nouvelle crise est en train de prendre de l'ampleur aussi parce qu'on enregistre déjà plus de 50.000 réfugiés dans les pays limitrophes", a-t-il souligné. Pour l'UE, a-t-il ajouté, cette crise est d'une ampleur importante dans la mesure où cette nouvelle fracture sociale affecte les bases du processus d'une réconciliation burundaise. "Cette crise est une question fondamentale qu'on ne peut pas minimiser, car c'est une situation qui requiert que des mesures urgentes soient prises par les autorités burundaises, afin de recréer des conditions minimales d'apaisement et de restauration de la confiance, en vue de la tenue des prochaines élections", a-t-il plaidé. À propos de la fermeture de la Radio Publique Africaine (RPA) et de la suppression des lignes des stations radiophoniques "Isanganiro" et "RSF Bonesha FM", l'ambassadeur Koen craint que cela ne contribue au développement des inquiétudes et des préoccupations au Burundi. "Certes, il faut contrôler cet accès au niveau de la régulation pour veiller à ce qu'il n'attise pas la haine. Mais en fermant les médias, on crée un climat d'incertitude et d'inquiétude, qui, à son tour, incite les gens à quitter le pays. Donc, en fermant les médias, on obtient le résultat contraire de ce qu'on souhaite", a-t-il relevé.